

ESPAGNOL

ANALYSE ET COMMENTAIRE DE TEXTES OU DOCUMENTS

ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT

Béatrice Perez et Catherine Sablonnière

Coefficient : 3 ; durée : 6 heures

Quelques chiffres pour commencer. Le nombre de candidats ayant composé en espagnol, cette année, était de 78. La moyenne s'établit à 09,1. Les notes, enfin, se répartissent comme suit :

- candidats ayant obtenu une note entre 00 et 04 : quinze
- candidats ayant obtenu une note entre 04,5 et 06 : quatre
- candidats ayant obtenu une note entre 06,5 et 08 : dix-sept
- candidats ayant obtenu une note entre 08,5 et 10 : dix
- candidats ayant obtenu une note entre 10,5 et 14 : vingt-et-un
- candidats ayant obtenu une note supérieure à 14,5 : onze

Les membres du jury ont noté avec une extrême bienveillance, faut-il le redire, mais ils ont été très attentifs à bien faire le départ entre les copies maîtrisant une langue avec peu de barbarismes et une certaine fluidité, et les autres.

Nous souhaitons rappeler combien le jury a été soucieux d'encourager autant qu'il le pouvait les candidats qui avaient fait l'effort de se préparer correctement à un concours de ce niveau. C'est sans doute la dure réalité que de prendre conscience des limites d'une langue si fragile qu'elle ne peut permettre d'exprimer des idées avec conviction. Faut-il dresser la liste de tous les barbarismes, celles des solécismes, celles des récitations noircissant de pleines pages sans lien avec les textes et la thématique proposés ? Souvent l'introduction posait avec une certaine habileté les enjeux du dossier ; mais le reste du commentaire se dévidait dans une paraphrase creuse et maladroitement des textes, comme si le candidat s'était épuisé au démarrage.

Nous avons valorisé les copies qui avaient su maintenir une même qualité tout au long des pages, insistant sur les points maîtrisés, faisant preuve de réflexion personnelle lorsque le texte et le thème ne leur étaient pas familiers. Dans ces cas, les fautes de langue ne venaient guère pénaliser une pensée audacieuse et personnelle, démontrant une certaine curiosité culturelle de l'Espagne.

Le dossier présenté cette année se composait de quatre documents portant sur la question agraire en Espagne. Trois documents étaient des articles publiés entre 1899 et 1936, tirés de *El Progreso agrícola y pecuario* (1899-1936) – un des plus grands périodiques agricoles de l'Espagne de la Restauration – ; du journal *El Sol* (1917-1939) – dont la ligne éditoriale

reflète les inquiétudes et aspirations des intellectuels réformateurs tel Ortega y Gasset – ; enfin, de *Tierra y Libertad* (1930-1939), revue du mouvement anarchiste espagnol. Le dernier document était un extrait du roman *Doña Perfecta* de Benito Pérez Galdós, publié en 1876. La variété des sources permettait d'envisager la question agraire sous des angles multiples. Le jury n'a pas privilégié une lecture unique de ce dossier ouvert à la formulation de plusieurs problématiques.

En effet, le premier document dénonçait la misère des ouvriers agricoles sous l'impulsion du développement des études sociologiques (en particulier, des travaux de la *Comisión de reformas sociales*, à la fin du XIX^e siècle), mais aussi l'inégalité de traitement de cette « question sociale ». Ainsi les pouvoirs publics sont-ils accusés de ne satisfaire que les revendications des ouvriers de l'industrie, mieux organisés et plus contestataires. En 1899, le publiciste formule, depuis le monde agricole qu'il représente, une inquiétude majeure partagée par les propriétaires employant cette main d'œuvre délaissée, ignorée par l'État, dans un élan d'indignation contre l'ignorance, la pauvreté et le dénuement des paysans, dont les accents rappellent ceux des réformateurs des Lumières. Selon lui, le risque d'une révolte des campagnes n'est pas à dédaigner. On pouvait ainsi puiser dans ce document des éléments d'analyse sur l'affirmation d'une conscience sociale, en Espagne, sous la Restauration ; sur la nécessité d'une réforme agraire ; sur l'appel lancé à l'État afin qu'il édicte des mesures afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des paysans. Enfin, ce premier document offrait également une image du paysan et de la paysanne comme incarnation rectrice de vertus physiques et morales : le portrait en filigrane du monde paysan reflétait les valeurs qu'on lui attachait, valeurs que l'on pouvait aisément qualifier de traditionnelles. Certes, l'article défendait l'ouvrier agricole pour mieux assurer la stabilité d'un secteur vital pour l'ensemble de l'économie, dont les libéraux et réformateurs pressentent avec acuité la dangerosité dans un contexte général de politisation de la classe ouvrière. Il laissait néanmoins transparaître une réelle préoccupation pour le bien-être des paysans, même si les réformes, sans nul doute, devaient être descendantes et procéder de l'État.

Le second document, publié en 1919 – deux ans après la grave crise politique et sociale qui secoua l'Espagne, deux ans également après la révolution russe et un an après la fin de la Première Guerre mondiale –, s'appuyait sur l'actualité pour suggérer que les exemples des réformes agraires mises en place en Roumanie et dans la République de Sibérie pouvaient être riches d'enseignement pour une Espagne elle-même en crise. On n'exigeait nullement des candidats qu'ils connaissent en détail le contexte européen de l'après révolution russe ni celui de l'après-guerre. Toutefois, le jury a eu l'heureuse surprise de constater qu'un nombre conséquent de candidats maîtrisaient parfaitement cette période. Ils ont su, de la sorte, tirer parti de connaissances fines pour resituer avec à-propos la question agraire espagnole dans une perspective européenne. Alors que la monarchie d'Alphonse XIII demeurait sourde aux manifestations toujours plus fréquentes de secteurs divers de la population réclamant avec véhémence des réformes, le journal *El Sol* lança un appel à la « réforme préventive » pour redynamiser la société. Certains candidats ont parfaitement su voir dans ce texte la marque d'un discours réformateur inspiré des idées de l'*Institución Libre de Enseñanza*. La menace

d'une révolution sociale d'ampleur est clairement exprimée, et il est remarquable de souligner combien les réformateurs avaient perçu, avec une conscience aigüe, que le monde agricole, bien plus que le monde industriel, était déjà travaillé par des inquiétudes annonciatrices de désordres profonds. Dans cet article, il s'agissait surtout de critiquer la structure de la propriété ; et certains candidats ont rappelé avec justesse le processus de construction des grands *latifundios* espagnols. On a déploré, cependant, une certaine tendance à la généralité au moment d'aborder la question de la structure de la propriété. Rares ont donc été ceux qui furent capables de nuancer leur propos en évoquant la grande diversité de ces structures dans le paysage agricole espagnol.

Le dernier article de presse, tiré de *Tierra y Libertad*, exprimait un point de vue critique sur les conséquences de la réforme agraire amorcée par la République en 1932. Selon le journaliste, la réforme n'avait porté aucun fruit palpable, et la situation dépeinte, par moment, pouvait faire écho au premier texte du dossier. La remise en cause de la propriété terrienne s'inscrivait presque logiquement dans cette relecture de l'histoire nationale et du rôle de la noblesse, encouragée par les ferments de lutte sociale et de révolte contre l'injustice. Le tableau brossé d'une campagne ravagée pouvait évoquer certaines œuvres du peintre Darío de Regoyos illustrant *La España negra*, ou encore le documentaire de Luis Buñuel, *Las Hurdes. Tierra sin pan* (tourné en 1932), comme certains l'ont fort bien remarqué. On pouvait ainsi souligner le pouvoir des images et des évocations quasi picturales dans cet article, tout imprégné d'une certaine vision de la nature et du monde rural espagnol. La force de l'imaginaire lié au monde agricole était au cœur du dernier texte : un jeune propriétaire terrien découvre ses terres et confronte les récits enthousiastes d'une mère aimée et désormais absente, à une réalité bien moins riante et heureuse. Dans cette œuvre, Pérez Galdós dénonçait ainsi l'absentéisme de propriétaires terriens très peu attachés à la terre comme source de conflits et de désordre social, comme facteur de déshérence préjudiciable à l'économie du pays tout entier.

On pouvait envisager d'étudier ce dossier de manière thématique ou chronologique, en mettant en évidence l'avènement d'une conscience des propriétaires et des intellectuels plus grande envers le monde agricole, d'une inquiétude face à son dénuement et à son abandon, dans un contexte européen de bouleversements violents découlant de la question de la réforme agraire. Cette dernière, par la force des choses, entraînait une contestation d'une société dans laquelle la propriété était accaparée, en partie, par la noblesse et les classes privilégiées, nouvelle cible de mouvements radicaux. L'État n'a pu / su répondre à ces attentes par des réformes adaptées sous la Restauration et la Seconde République.

Dans l'ensemble, le dossier a été bien analysé. Le jury a éprouvé un agacement légitime à la lecture de copies ayant considéré le dossier comme un prétexte pour disserter sur d'autres sujets qu'ils connaissaient certainement davantage, établissant des parallèles constants avec la Révolution mexicaine, qui pouvaient être, ponctuellement, intéressants, mais peu pertinents dans la mesure où les documents jamais n'évoquaient ce sujet.